

Bonneuil C. & J.B. Fressoz - L'histoire, la Terre et nous. Quelle histoire de l'anthropocène ?

Christophe Bonneuil et Jean-Baptiste Fressoz

Bien plus qu'une crise environnementale, l'Anthropocène signale une bifurcation de la trajectoire géologique de la Terre causé non pas par l'« Homme » en général, mais par le modèle de développement qui s'est affirmé puis globalisé depuis la dite « révolution » industrielle. L'Anthropocène, c'est notre époque. Notre condition. C'est le signe de notre puissance, mais aussi de notre impuissance. Nous proposons ici sur les rapports entre Anthropocène, histoire et écologie politique, à partir de notre ouvrage *L'événement Anthropocène. La Terre, l'histoire et nous* (Seuil, 2013).

UN CONSTAT SCIENTIFIQUE

Cette nouvelle époque géologique, débutant avec la révolution thermo-industrielle (cf. Alain Gras, Jacques Grinevald) et succédant à l'Holocène, a été proposée en 2000 par Paul Crutzen, prix Nobel de chimie spécialiste de la couche d'ozone. Depuis, le concept d'Anthropocène est devenu un point de ralliement entre géologues, écologues, spécialistes du climat et du système Terre, historiens, anthropologues, philosophes et militants écologistes, pour penser ensemble cet âge dans lequel le modèle de développement actuellement dominant est devenu une force tellurique, à l'origine de dérèglements écologiques profonds, multiples et synergiques à l'échelle globale.

En termes d'extinction de la biodiversité, de composition de l'atmosphère et de bien d'autres paramètres (cycle de l'azote, de l'eau, du phosphore, acidification des océans et des lacs, ressources halieutiques, déferlement d'éléments radioactifs et de molécules toxiques dans les écosystèmes...) nous sortons en effet, depuis deux siècles, et surtout depuis 1945, de la zone de relative stabilité que fut l'Holocène pendant 11.000 ans et qui permit la naissance des civilisations. Dans l'hypothèse (optimiste ?) de +4°C en 2100, la Terre n'aura jamais été aussi chaude depuis 15 millions d'années. Quant à l'extinction de la biodiversité, elle s'opère actuellement à une vitesse 100 à 1000 fois plus élevée que la moyenne géologique, du jamais vu depuis 65 millions d'années. Cela signifie que l'agir humain opère désormais en millions d'années, que l'histoire humaine qui prétendait s'émanciper de la nature et la dominer, télescope aujourd'hui la dynamique de la Terre et se retrouve prise dans les contraintes de mille rétroactions avec celle-ci. Cela implique aussi une nouvelle condition humaine : les habitants de la Terre vont avoir à faire face dans les prochaines décennies à des états que le système Terre auxquels le genre *Homo*, apparu il y a deux millions et demi d'années seulement, n'avait jusqu'ici jamais été confronté, donc auxquels il n'a pas pu s'adapter biologiquement ni nous transmettre une expérience par la culture.

L'ANTHROPOCÈNE ET SES GRANDS RÉCITS

Face à cette situation géologiquement, historiquement et anthropologiquement nouvelle, il existe au moins quatre visions du monde susceptibles d'accommoder la réalité de l'Anthropocène en autant de discours et d'idéologies.

Le premier type de discours, naturalisant, est celui qui domine dans les arènes scientifiques internationales. Les scientifiques qui ont inventé le terme d'Anthropocène n'ont

pas simplement avancé des données fondamentales sur l'état de notre planète, ni simplement promu un point de vue systémique sur son avenir incertain. Ils en ont aussi proposé une histoire qui explique « comment en sommes-nous arrivés là ? ». Ce récit peut être schématisé ainsi :

*Nous, l'espèce humaine, avons depuis deux siècles inconsciemment altéré le système Terre, jusqu'à le faire changer de trajectoire géologique. Puis vers la fin du XX^e siècle, une poignée de scientifiques nous aurait enfin fait prendre conscience du danger et aurait pour mission de guider une humanité égarée sur la mauvaise pente*⁵⁷⁴.

Ce récit du passé, qui met en avant certains acteurs (« l'espèce humaine » comme catégorie indifférenciée) et certains processus (la démographie, l'innovation, la croissance...), conditionne une vision de l'avenir et des « solutions », qui place les scientifiques comme guides d'une humanité désemparée et ignorante et fait du pilotage du « système Terre » un nouvel objet de savoir et de pouvoir.

Mais qui est cet *anthropos* indifférencié quand un américain du Nord moyen possède une empreinte écologique 32 fois supérieure à un éthiopien moyen ? Et comment croire que ce n'est que depuis quelques décennies que nous « saurions » quels dérèglements nous imprimons à la planète alors qu'un nombre croissant de travaux historiques montrent que les alertes environnementales sont aussi anciennes que la révolution industrielle ? Une amnésie sur les savoirs, les contestations et alternatives passées de l'industrialisme sert finalement une vision politique particulière, dépolitisante de la situation actuelle, qui place les scientifiques et leurs sponsors comme guides suprêmes d'une humanité, troupeau passif et indifférencié.

Un deuxième grand récit, post-environmentaliste, célèbre l'Anthropocène comme l'annonce (ou la confirmation) de la mort de la nature comme externalité. Ce récit est intéressant en ce qu'il questionne le dualisme nature / culture fondateur de la modernité occidentale et qu'il critique certains projets de conservation qui excluaient de fait les populations d'une nature supposée « vierge ». Il ouvre aussi le chantier philosophique d'une nouvelle pensée de la liberté qui ne soit pas l'illusion trompeuse d'un arrachement à tout déterminisme naturel ou d'une domination de la nature. Une pensée de la liberté qui assume ce qui nous attache et nous relie à notre Terre et qui réconcilie l'infini de nos âmes à la finitude de la planète.

Par contre en célébrant l'ingénierie généralisée d'une techno-nature, les tenants de cette vision (de certains sociologues et philosophe post-modernes à certains idéologues du Think-Tank post-environmentaliste du Breakthrough Institute⁵⁷⁵ en passant par certains écologues post-nature) prônent non pas une humilité à l'âge de l'Anthropocène mais un nouveau « pilotage planétaire ». « Avant on a fait de la géo-ingénierie sans le savoir, mal », nous disent-ils en substance ; « mais maintenant on va gérer la planète avec toute notre technoscience ». ». Pour eux, le péché de Victor Frankenstein ne fut pas d'avoir créé un

⁵⁷⁴Paul J. Crutzen, « Geology of mankind », *Nature*, vol. 415, 3 janv. 2002, p. 23. Will Steffen, Jacques Grinevald, Paul Crutzen et John McNeill, « The Anthropocene: conceptual and historical perspectives », *Philosophical Transactions of the Royal Society A*, vol. 369, n° 1938, 2011, 842-867.

⁵⁷⁵www.thebreakthrough.org/

montre mais de l'avoir abandonné inachevé⁵⁷⁶. On va donc réparer le monstre de Frankenstein et promis, il va mieux fonctionner que le monstre initial. Encore plus techno-optimiste que le premier grand récit, cette vision conçoit la nature mais aussi l'espèce humaine comme un construit, ouvrant potentiellement la porte au trans-humanisme.

Cette vision prométhéenne et manipulatrice s'accommode également fort bien du capitalisme financier contemporain, de sa « croissance verte » et de son ambition de faire du système Terre un sous-système du système financier à travers les marchés des « services écosystémiques ». Mais que gagnera-t-on et que perdra-t-on à dénier toute altérité à la nature, à poursuivre le culte des monstres de laboratoire et à accélérer la déconstruction-reconstruction marchande du monde ?

Une troisième lecture de l'Anthropocène, catastrophiste, insiste sur l'intangibilité des limites de la planète, à ne pas outrepasser sous peine de basculement. Cette lecture reprend les alertes des travaux des scientifiques⁵⁷⁷ et leur appréhension non linéaire de l'évolution des systèmes complexe : l'histoire n'est plus celle d'un progrès ou d'une croissance indéfinie, mais celle de points de basculement (*tipping points*) et d'effondrements à anticiper collectivement (cf l'importance des travaux sur la résilience sur la pensée politique du mouvement des villes en transition et sur la permaculture). Cette vision fait également écho aux travaux de la « théorie politique verte⁵⁷⁸ » et au projet politique de la décroissance, qui renouvellent la pensée de la démocratie et de l'égalité à partir du constat de la finitude. Si l'on prend au sérieux l'Anthropocène dans cette perspective, on ne peut plus penser la nature dans le cadre contractualiste qui a dominé la théorie politique jusqu'ici, on ne peut plus penser la démocratie sans ses métabolismes énergétiques et matériels⁵⁷⁹ et l'on ne peut plus, dans un monde fini, différer la question du partage des richesses par le rêve d'un gâteau économique grossissant sans fin.

Si elle reprend les constats scientifiques des dérèglements écologiques globaux, cette 3^e vision ne partage pas la foi en des « solutions » techno-scientifiques pour sauver la planète des deux premières visions. Elle insiste au contraire, pour éviter un Anthropocène barbare, sur la nécessité de changements vers la sobriété des modes de production et de consommation : c'est donc d'initiatives alternatives, de savoirs et de changements dans tous les secteurs de la société, et non pas uniquement par en haut (techno-science, green business, ONU), que dépend l'avenir commun.

Une 4^e lecture de l'Anthropocène, éco-marxiste, consiste à relire l'histoire du capitalisme au prisme non seulement des effets sociaux négatifs de sa globalisation comme dans le marxisme standard (cf. la notion de système-monde d'Immanuel Wallerstein), mais aussi de ses métabolismes et impacts écologiques (eux-mêmes liés aux enjeux sociaux via les questions de justice

⁵⁷⁶Bruno Latour, « Love your monsters », dans M. Shellenberger et T. Nordhaus (dir.), *Love your monsters. Post-environmentalism and the Anthropocene*, Breakthrough Institute, 2011, 16-25.

⁵⁷⁷A. Barnosky et al., « Approaching a state shift in Earth's biosphere », *Nature*, vol. 486, 7 juin 2012, 52-58.

⁵⁷⁸Cf. les travaux d'Andrew Dobson, Bruno Villaba, Luc Semal, Mathilde Szuba.

⁵⁷⁹T. Mitchell, *Carbon Democracy*, La découverte, 2013.

environnementale). L'Anthropocène apparaît alors comme la « seconde contradiction » du capitalisme. A condition de ne pas basculer dans un aplatissement de la question écologique dans le vieux cadre marxiste ni dans l'annonce prophétique (déjà faite par Lénine...) de l'auto-écroulement du capitalisme sous le poids de ses contradictions, cette perspective présente l'intérêt d'inscrire la matérialité des flux de matière et d'énergie (les données des sciences de l'Anthropocène) dans une histoire sociale critique du capitalisme, et d'offrir des prises analytiques pour décoder les stratégies actuelles de l'oligarchie mondiale pour « néolibéraliser » la Terre entière (marchés assurantiels, adaptation résiliente, marchés du carbone, REDD, compensation écologique...).

QUELLE HISTOIRE POUR L'ANTHROPOCÈNE ?

Laissons à chacun le soin de se repérer dans ce tableau et de concevoir sa propre vision à partir des quatre idéologies-types de l'Anthropocène que nous venons d'esquisser. Chacune d'elle présente des apports et des limites. Plutôt que de nous positionner en surplomb pour les « rectifier » au nom d'un savoir historien empirique supposé au-dessus des récits idéologiques, nous préférons pour terminer proposer quelques apports du renouveau actuel de l'appréhension historique du dernier quart de millénaire à la compréhension des dérèglements écologiques en cours et à la pensée de l'écologie politique.

De l'odyssée de l'espèce à une histoire politique

Premièrement, face à un système terre menacé, nous n'avons pas un « anthropos » indifférencié, mais plutôt un ensemble structurellement inégalitaire et historiquement évolutif de relations entre collectifs humains (un « système-monde »). On ne saurait entériner une vision simplifiée de l'humanité, qu'il faudrait considérer toute entière « comme une espèce », unifiée par la biologie et le carbone, et donc collectivement responsable de la crise, effaçant par là même, de manière très problématique, la grande variation des causes et des responsabilités entre les peuples (jusque récemment, l'anthropocène fut un occidentalocène !) et les classes sociales⁵⁸⁰. Il apparaît plutôt qu'au fil des siècles les puissances hégémoniques (la Grande-Bretagne au premier chef lors de l'entrée dans l'Anthropocène autour de 1800⁵⁸¹) accumulent du capital, garantissent un certain niveau de vie aux classes moyennes, stabilisent ainsi l'ordre social en leur sein et financent leurs infrastructures et l'innovation. Ces Etats ont le pouvoir économique et la force militaire pour prélever à bon prix dans les pays périphériques des matières premières, y exploiter si nécessaire une main d'œuvre peu coûteuse, y écouler des marchandises démodées, et polluer leurs environnements. La crise climatique confirme ces rapports très inégalitaires entre nations et le lien étroit entre crise environnementale et entreprise de domination globale : il est ainsi frappant de constater que les deux puissances hégémoniques du XIX^e siècle (la Grande-Bretagne) et du XX^e siècle (les États-Unis) représentent 55% des émissions cumulées en 1900, 65% en 1950 et presque 50% en 1980.

Une écologie politique historiquement informée ne peut dire : « on ne savait pas »

⁵⁸⁰D. Chakrabarty, « The Climate of History: Four Theses », *Critical Inquiry* 35 (2), 2009, 197-222.; Steffen et al., op. cit., 2011.

⁵⁸¹K. Pomeranz, *Une grande divergence. La Chine, l'Europe et la construction de l'économie mondiale*, Paris, Albin Michel, 2010.

Deuxièmement, l'histoire nous apprend que les alertes scientifiques sur les dégradations environnementales globales et les contestations des dégâts de l'industrialisme ne datent pas d'aujourd'hui, ni même des décennies post-1960 : elles sont aussi anciennes que le basculement dans l'anthropocène. Il existait autour de 1800 une théorie largement partagée d'un changement climatique global causé par la déforestation alors massive en Europe de l'Ouest⁵⁸². Certes ces théories sont aujourd'hui largement complétées et corrigées (mais c'était la meilleure science de son temps, de même que la science du climat du XXIIe siècle corrigera celle du XXe). Certes, les données scientifiques d'aujourd'hui sont plus denses, massives, globales, mais il serait historiquement faux et politiquement trompeur de faire passer les sociétés du passés comme inconscientes des dégâts – environnementaux et sanitaires et humains – de l'industrialisme. Ceux-ci furent contestés par mille luttes ; non seulement par les romantiques ou les tenants de l'Ancien Régime, mais aussi des savants, des artisans et ouvriers luddites, et les multitudes rurales au Nord et au Sud qui perdaient alors les bienfaits des biens communs agricoles, halieutiques et forestiers appropriés, marchandisés, détruits ou pollués⁵⁸³. Ainsi un précurseur du socialisme, Charles Fourier écrivait-il en 1821 un essai sur « La dégradation matérielle de la planète » dont l'« industrie civilisée » (son terme pour désigner le nouveau capitalisme industriel libéral auquel il opposait un stade supérieur plus juste et harmonieux, l'« association »).

Plutôt qu'un « on ne savait pas », nous devons plutôt donc penser l'entrée et l'enfoncement dans l'Anthropocène comme la victoire de certains intérêts qui ont fabriqué du non-savoir sur les dégâts du « progrès », comme le déploiement de grands dispositifs (idéologiques et matériels) et de « petites désinhibitions⁵⁸⁴ » par lesquels les oligarchies productivistes de différentes époques ont pu jusqu'ici marginaliser ou récupérer les critiques socio-écologiques.

Et plutôt qu'une vision du monde où la société est passive et ignorante attendant que les scientifiques sauvent la planète (avec la géo-ingénierie, les agro-carburants, la biologie de synthèse ou les drones-abeilles remplaçant la biodiversité naturelle, et autres « solutions » technomarchandes « vertes »), il convient de reconnaître que c'est dans l'ensemble du tissu social et des peuples que se trouvent les savoirs, les initiatives et les « solutions » qui « sauveront la planète ». Une réappropriation de la mémoire des critiques et des nombreuses luttes et alternatives socio-écologiques du passé permet donc d'étayer historiquement une approche non technocratique des problèmes écologiques globaux (cf. la critique de la Technique chez Charbonneau et Ellul, la critique du technofascisme chez Gorz ou celle de l'écologie machinique chez Guattari)

Au-delà de l'histoire des vainqueurs, redécouvrir la pluralité des options possibles

⁵⁸²Jean-Baptiste Fressoz et Fabien Locher, « Le climat fragile de la modernité. Petite histoire climatique de la réflexivité environnementale », *La Vie des idées*, 20 avril 2010. <http://www.laviedesidees.fr/Le-climat-fragile-de-la-modernite.html>

⁵⁸³Cf. *Technocritiques*, livre à paraître à La découverte de François Jarrige.

⁵⁸⁴J.-B. Fressoz, *L'apocalypse joyeuse*, Seuil, 2012 ; C. Pessis, S. Topçu et C. Bonneuil (dir.), *Une autre histoire des 'Trente Glorieuses'*, La Découverte, 2013.

Troisièmement, l'histoire des bifurcations, débats, résistances et alternatives de chaque période nous apprend que l'Anthropocène n'était pas inéluctable, mais qu'il a été à chaque moment le résultats de choix politiques, techniques et sociaux qui auraient pu être autres (et qui étaient contestés). Une histoire des possibles doit remplacer un déterminisme d'un « Homme » qui depuis la maîtrise du feu prendrait le contrôle de la planète.

Prenons par exemple le cas de l'énergie. La focalisation des historiens sur la révolution industrielle et les fossiles, obscurcit la prédominance des énergies renouvelables jusqu'à la fin du XIXe siècle. Par exemple, c'est au début du XXe que le nombre de chevaux atteint son apogée aux États-Unis⁵⁸⁵. De même, en 1870 encore, grâce à des turbines perfectionnées, l'hydraulique y fournit 75% de l'énergie industrielle⁵⁸⁶. En 1868, 92% du tonnage de la marine marchande britannique est mu par la voile⁵⁸⁷. Entre 1750 et 1913, la France a émis quatre fois moins de carbone dans l'atmosphère que la Grande-Bretagne tout en atteignant un niveau de vie voisin (-20%) : ne peut-on pas y voir un signe de la pluralité des modèles possible ?

L'histoire des énergies renouvelables, animales, éoliennes et solaires, avant qu'elles ne soient considérées comme « alternatives » fait d'ailleurs apparaître un passé riche de lignées techniques négligées et de potentialités non advenues. À la fin du XIXe siècle, 6 millions d'éoliennes activant autant de puits, eurent le rôle historique fondamental d'ouvrir les plaines du Midwest américain à l'agriculture et à l'élevage. Il ne s'agissait pas de moulins artisanaux mais de rotors, conçus à l'aide de la dynamique des fluides, capables de suivre le vent, et produits industriellement⁵⁸⁸. Dans le monde rural américain, la production d'électricité décentralisée (par des éoliennes et des batteries) demeure dominante jusqu'aux grands programmes d'électrification rurale de la Dépression et de l'après-guerre⁵⁸⁹. L'énergie solaire a failli s'imposer aux États-Unis pour les usages domestiques. En Californie et en Floride, l'ensoleillement et l'éloignement des gisements de houille explique le développement rapide des chauffe-eau solaires qui équipaient près de 80% des habitations en 1950⁵⁹⁰. De même que l'industrie pétrolière et automobile eut la peau des tramways dans les années 1930, il aura fallu tout le poids des lobbies pour bloquer l'énergie solaire domestique après 1945.

Institutions répressives et oligarchies de l'Anthropocène

Quatrièmement, en dissolvant l'illusion d'un monde technique contemporain efficace et optimal, en montrant la stratification des intérêts particuliers qui a abouti à sa construction, l'histoire nous ouvre des libertés

⁵⁸⁵Joel Tarr, Clay McShane, *The Horse in the City. Living Machines in the Nineteenth Century*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 2007.

⁵⁸⁶David E. Nye, *Consuming Power. A Social History of American Energies*, Cambridge (MA), MIT Press, 1998, p. 82.

⁵⁸⁷Katherine Anderson, *Predicting the Weather*, Univ. of Chicago Press, 2005, p. 3

⁵⁸⁸Alexis Madrigal, *Powering the Dream. The History and Promise of Green Technology*, Cambridge (MA), Da Capo Press, 2011.

⁵⁸⁹Robert Righter, *Wind Energy in America. A History*, University of Oklahoma Press, 1996.

⁵⁹⁰Adam Rome, *The Bulldozer in the Countryside : Suburban Sprawl and the Rise of American Environmentalism*, Cambridge University Press, 2001.

pour le présent. Par exemple, la pétrolisation du monde est le résultat de choix politiques et militaires particulièrement délétères. L'économie n'y joue peut être pas un rôle essentiel : tout au long du XX^e, le pétrole est constamment plus cher que le charbon, beaucoup plus cher en Europe, un peu plus aux États-Unis⁵⁹¹. Comment alors expliquer son ascension de 5% de l'énergie mondiale en 1910, à plus de 60% en 1970?

Elle est tout d'abord le fait de la suburbanisation et de la motorisation des sociétés occidentales. Or ce processus a été activement encouragé par les élites américaines des années 1920 : la maison de banlieue leur paraissait être le meilleur rempart contre le communisme et le meilleur moyen pour relancer l'économie en crise. La périurbanisation redéfinit l'environnement politique et social du travailleur : elle défait les solidarités ethniques et sociales qui avaient été le support des solidarités ouvrières et des grandes grèves en 1917 et 1946. La maison individuelle et la voiture qui l'accompagne jouent un rôle essentiel de discipline sociale par l'intermédiaire du crédit à la consommation : dès 1926, la moitié des ménages américains sont équipés d'une voiture mais les deux-tiers de ces voitures ont été acquis à crédit⁵⁹².

De manière plus générale, à l'époque du charbon, les mineurs possédaient le pouvoir d'interrompre le flux énergétique alimentant l'économie. Leurs revendications, jusqu'alors constamment réprimées, furent enfin être prises en compte à la fin du XIX^e siècle : les grandes grèves minières contribuèrent à l'émergence de syndicats et de partis de masse, à l'extension du suffrage universel et à l'adoption des lois d'assurance sociale.

Une fois prise en compte l'affinité historique entre le charbon et les avancées démocratiques de la fin du XIX^e siècle, la pétrolisation de l'Amérique puis de l'Europe prend un sens politique nouveau. Elle correspond à une visée politique : ce sont les États-Unis qui l'ont rendue possible afin de contourner les mouvements ouvriers. Le pétrole est beaucoup plus intensif en capital qu'en travail, son extraction se fait en surface, elle est donc plus facile à contrôler, elle requiert une grande variété de métiers et des effectifs très fluctuants. Tout cela rend difficile la création de syndicats puissants. Un des objectifs du plan Marshall était ainsi d'encourager le recours au pétrole afin d'affaiblir les mineurs et leurs syndicats et d'arrimer ainsi les pays européens au bloc occidental.

Les militaires enfin ont joué un grand rôle dans le déploiement de technologies énergivores, pour lesquelles la puissance importait beaucoup plus que le rendement. La Première Guerre fut perçue par les états-majors comme la victoire du camion sur la locomotive. Elle accéléra la recherche sur la combustion du pétrole : la vitesse, les rendements et la puissance des moteurs doublèrent en quatre ans. Aidés par les Etats, les constructeurs automobiles renouvelèrent leurs équipements, introduisirent le travail à la chaîne et généralisèrent l'application du taylorisme.

Mais c'est bien la Seconde Guerre mondiale qui produit la rupture décisive. En termes énergétiques, elle fut

très différente de la Première. En moyenne, le soldat américain de la Seconde Guerre consommait 228 fois plus d'énergie que celui de la Première. La logistique du pétrole sort transformée de la guerre : pipelines et capacités de raffinage augmentèrent brutalement pour répondre aux besoins militaires. La production de carburant d'aviation (kérosène à indice d'octane 100) constitue l'un des plus grands projets de recherche industrielle de la Seconde Guerre mondiale. Les investissements dans le procédé d'alkylation s'élevèrent à un milliard de dollars, soit la moitié du projet Manhattan.

Même en temps de paix, les complexes militaro-industriels détruisent. La guerre froide constitue ainsi un pic dans l'empreinte environnementale des armées. Le maintien et l'entraînement des forces occidentales consommaient des quantités énormes de ressources : par exemple, 15% du trafic aérien de l'Allemagne de l'Ouest était lié aux exercices militaires de l'OTAN. En 1987 l'armée américaine consommait 3,4% du pétrole national, l'armée russe, 3,9%, l'armée britannique 4,8% du pétrole, auquel s'ajoutaient 1% du charbon et 1,6% de l'électricité nationale. Si on ajoute à cela les émissions de CO₂ liées à la production des armements c'est entre 10 et 15% des émissions américaines qui seraient le fait des militaires pendant la guerre froide⁵⁹³.

Disposer d'une histoire précise de l'Anthropocène est crucial : le recours aux pétroles non-conventionnels et aux gaz de schistes montre qu'on ne saurait laisser l'épuisement des réserves « naturelles » dicter le tempo de la transition. Pensée et mouvements de l'écologie politique ne peuvent s'en remettre et à la finitude des réserves : pour des raisons climatiques et plus généralement écologiques, il faut absolument produire une contrainte politique bien avant que le « signal prix » nous force à changer de modèle. C'est dès maintenant qu'il s'agit de relire (intellectuellement) et de défaire (politiquement) une série de choix politico-techniques actés tout au long du XIX^e et du XX^e siècle. Cela requiert de se libérer d'institutions répressives (impérialisme, armée, technocratie, consumérisme disciplinaire). C'est là non le diktat d'une éco-rationalité rigoriste, mais une perspective d'émancipation joyeuse !

⁵⁹¹Bruce Podobnick, *Global energy shifts. Fostering sustainability in a turbulent age*, Philadelphie, Temple University Press, 2006, figure 4.1.

⁵⁹²Lendol Calder, *Financing the American Dream. A Cultural History of Consumer Credit*, Princeton University Press, 1999, p. 19.

⁵⁹³Michael Renner, « Assessing the military's war on the environment », Lester Brown dir., *State of the World 1991*, New York, Norton, 1991. Voir aussi J. R. McNeill and David S. Painter, « The Global Environmental Footprint of the U.S. Military, 1789-2003 », Charles Closmann, dir., *War and the Environment*, University of Texas Press, 2009, chap. 2.